Bulletin Amades

Anthropologie Médicale Appliquée au Développement Et
à la Santé

72 | 2007
72

« L'Afrique » immobile. À propos du discours de Nicolas Sarkozy à Dakar (26 juillet 2007)

Jean-Luc Bonniol

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/amades/87>

DOI : 10.4000/amades.87

ISSN : 2102-5975

Éditeur

Association Amades

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 1-8

ISSN : 1257-0222

Référence électronique

Jean-Luc Bonniol, « « L'Afrique » immobile. À propos du discours de Nicolas Sarkozy à Dakar (26 juillet 2007) », *Bulletin Amades* [En ligne], 72 | 2007, document 10, mis en ligne le 29 juillet 2008, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/amades/87> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/amades.87>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

© Tous droits réservés

« L'Afrique » immobile. À propos du discours de Nicolas Sarkozy à Dakar (26 juillet 2007)

Jean-Luc Bonniol

- 1 Le 26 juillet 2007, Nicolas Sarkozy a prononcé un important discours à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, destiné à définir la nouvelle attitude de la France par rapport à l'Afrique. Ce discours, passé sur le moment relativement inaperçu en France, a déclenché une forte vague de protestations chez les intellectuels africains, si forte qu'elle a fini par refluer vers la France, provoquant dans le débat public, près de deux mois plus tard, une véhémence querelle entre Bernard-Henri Levy et Henri Guaino, « plume » du chef de l'Etat. Quelle peut être l'attitude du « scientifique » dans de telles circonstances ? Doit-il se préserver sur les cimes escarpées de sa réflexion, regardant de haut l'agitation du monde, quitte à examiner à froid, et à distance, les termes du débat ? Comment, d'ailleurs, suivre un calendrier politique où les discussions et les polémiques s'enchaînent de manière incessante, les unes chassant les autres ? Ou bien son statut ne lui impose-t-il pas un engagement citoyen, lorsque certains actes, ou certaines pensées, lui paraissent en contradiction avec les avancées de sa discipline ? Ne doit-il pas alors se maintenir dans un état de « veille », à l'instar de ces historiens et autres spécialistes des sciences sociales qui ont fondé ces derniers mois un « comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire¹ » ? On pourra certes dire que l'idéologie n'est pas absente de telles prises de position, mais il n'y a rien là de contradictoire avec l'affirmation d'une pensée critique.
- 2 Sans entrer dans le vif de la polémique Levy-Guaino, et sans reprendre les accusations de « racisme » portées par le premier à l'encontre du second, il n'est certainement pas inutile d'examiner ce texte présidentiel, car il ne peut qu'interpeller l'anthropologue : se présentant comme une méditation historico-philosophique sur l'Afrique, il témoigne remarquablement des usages politiques qui peuvent être faits du passé, au bout desquels se profile une posture de soi face aux Autres. Il ne s'agit pas en l'occurrence de n'importe quels « autres », puisqu'il s'agit des Africains, avec lesquels se solde une

ancienne relation coloniale, et se joue une présente relation post-coloniale (sans préjuger au départ de ce que celle-ci peut être...). Afin de décrypter ce qui apparaît comme un nouveau discours officiel de la France à destination de ses anciennes colonies au sud du Sahara, il faut en démonter les ressorts rhétoriques et en analyser le contenu, afin de prendre la mesure d'un nouveau cadre de pensée censé être aujourd'hui mis en œuvre, et de mieux comprendre les réactions que ce discours a suscitées dans l'opinion africaine. Pour ce faire, nous nous appuyerons sur un certain nombre de citations, empruntées pour la plupart à l'universitaire « mondialisé » d'origine camerounaise Achille Mbembe, qui partage son temps d'enseignement entre l'Afrique du Sud et les USA².

- 3 Soulignons d'abord le côté incantatoire de ce discours, destiné aux « *jeunes d'Afrique* », auditoire désigné à plusieurs reprises (même si l'on sait que le public fut ce jour-là trié sur le volet, les « jeunes » étant restés dehors...), qui va de pair avec une rhétorique ne dédaignant pas les enflures, les redondances, les réitérations et retours en arrières. Nous sommes là, comme le remarque A. Mbembe, dans le domaine d'une expression « sans frein, dans une sorte de vierge énergie. D'où la tendance à saturer les mots, à recourir à une sorte de pléthore verbale, à procéder par la suffocation des images – toutes choses qui octroient au discours de Nicolas Sarkozy à Dakar son caractère heurté, bégayant et abrupt... ».
- 4 D'emblée la parole est pourtant placée sous le signe de la franchise et de la sincérité, face à un continent « *meurtri* » envers lequel doivent être éprouvés des sentiments aussi forts et positifs que l'amour... L'un des premiers éléments du discours, où semble s'exprimer comme une révérence devant les nouvelles convenances morales du temps, consiste dans la condamnation des fautes et des crimes liés à la colonisation : « *je ne suis pas venu effacer le passé car le passé ne s'efface pas. Je ne suis pas venu nier les fautes et les crimes car il y a eu des fautes et il y a eu des crimes* ». Ainsi sont évoqués la Traite, l'esclavage, la conquête, mais aussi la déculturation : « *ils (les colonisateurs) ont coupé vos pères de leur passé, ils ont arraché leur âme et leurs racines. Ils ont désenchanté l'Afrique...* » ; il est même affirmé dans le discours qu'ils ont nié tout un art de vivre, tout un imaginaire, toute une sagesse. Qu'ils ont, animés qu'ils étaient d'une croyance dans leur supériorité, non seulement pillé des ressources mais dépouillé le colonisé de sa personnalité, lui instillant angoisse, mal de vivre et haine... A l'appui de cet aveu sont convoquées deux citations de l'Aimé Césaire du *Cahier d'un retour au pays natal* (qui n'est cependant pas cité), à propos de l'homme noir qui éternellement « entend de la cale monter les malédictions enchaînées, les hoquettements des mourants, le bruit de l'un d'entre eux que l'on jette à la mer³ » et qui ne peut s'empêcher de répéter : « et ce pays cria pendant des siècles que nous sommes des bêtes brutes⁴... ».
- 5 Il y a là une affirmation neuve dans le discours officiel de la France, dont on ne peut que créditer celui qui la déclame, et dont on peut espérer qu'elle va être le prélude à la mise en œuvre d'une nouvelle politique africaine. Las ! Cette « sincérité intime », cette « authenticité de départ » ne semblent être au rendez-vous que pour, selon les termes d'A. Mbembe, « mieux trouver des alibis - auxquels on est les seuls à croire - à une entreprise passablement cruelle, abjecte et infâme ». Le tort à peine reconnu on s'en exonère immédiatement en le référant à un « *ils* » - ceux d'avant -, dont on se démarque, tout en généralisant la souffrance spécifique qui en est issue, déclarée celle de « *tous les hommes* », même si cette généralisation s'accompagne d'une proclamation d'empathie. On est là dans une thématique amplement exploitée par le candidat lors de

sa campagne électorale, celle du refus de toute « repentance » : « nul ne peut demander aux générations d'aujourd'hui d'expier ce crime perpétré par les générations passées. Nul ne peut demander aux fils de se repentir des fautes de leurs pères. Jeunes d'Afrique, je ne suis pas venu vous parler de repentance... ». Le ressassement du passé n'est certes pas une attitude positive, et on ne peut qu'approuver l'argument selon lequel on ne saurait aujourd'hui opposer des lignées de « coupables » à des lignées de « victimes ». Mais peut-on le poursuivre valablement lorsqu'on représente un Etat-nation, la seule entité qui, par sa continuité historique, est à même d'assumer dans le présent ce dont elle a été partie prenante dans les périodes nous précédant⁵, ce qui devrait inciter à passer du « ils » aux « nous » ?

- 6 Cela n'empêche pas au demeurant de reconnaître que les Africains ont une part de leur responsabilité dans leur propre malheur, et que la colonisation n'est certainement pas responsable de toutes ses difficultés actuelles... Mais faut-il alors renverser le raisonnement, en faisant de la colonisation un « don », et en reprenant le discours convenu des infrastructures (les moyens de transport, les écoles, les hôpitaux...) dont on sait bien qu'elles furent mises en place avant tout dans l'intérêt du colonisateur et sans volonté réelle de rattrapage par rapport à celles de la métropole⁶ ? Cet argument ne repose-t-il pas, comme le remarque avec un certain humour « noir » A. Mbembe, sur « le vieux mensonge selon lequel la colonisation fut une entreprise humanitaire et qu'elle contribua à la modernisation de vieilles sociétés primitives et agonisantes qui, abandonnées à elles-mêmes, auraient peut-être fini par se suicider... ». Dès le 27 juillet, le président Konaré – celui-là même qui a restauré la démocratie au Mali – déclarait dans une interview à Radio France International (RFI) « une bonne partie du retard de l'Afrique est liée à (la colonisation) et cette réalité, je suis sûr que le président le sait. [...] Personne n'a le droit de la nier, et cela n'a rien à voir avec la repentance ».
- 7 Oui, le monde des colons fut divers, et la sincérité de certains ne peut être suspectée ; oui, il est salutaire de dissiper l'illusion dans laquelle certains de ces colons se trouvaient : « même s'ils croyaient briser les chaînes de l'obscurantisme, ils forgeaient en fait des chaînes bien plus lourdes... ». Mais pourquoi mettre alors en équivalence l'amertume – et même la souffrance – du colonisateur avec la souffrance du colonisé, dont est simplement pointée la « haine de soi », « qui débouche toujours sur la haine des autres »⁷, en s'exemptant de tout, « tout en faisant porter tout le poids de la cruauté au plus faible » (A. Mbembe) ?
- 8 Sans doute faut-il, comme le discours y invite, dépasser les déchirures ; sans doute faut-il assumer une histoire commune, car la colonisation a mêlé le destin de l'Europe et de l'Afrique ; sans nul doute fallait-il évoquer avec un minimum d'émotion le sang des Africains « venus mourir dans les guerres européennes » ; sans doute a-t-il été bon de rappeler que les influences n'ont pas été à sens unique, et combien en matière d'art, de pensée et de culture, c'est l'Occident qui s'est mis à l'école de l'Afrique. Sans doute est-il aujourd'hui chez les Africains, au plus intime de leur être, une part européenne qui leur appartient en propre. Et sans doute est-il louable de mettre en garde contre la tentation de la pureté, de faire l'apologie du métissage et de s'élever contre la dimension mortifère de la négation d'une part d'eux-mêmes lorsque l'on s'adresse à ceux qui sont ainsi partagés. Il y a là un versant du discours que l'on ne peut que saluer. Mais l'universalité alléguée est-elle réelle (une véritable universalité ne devrait-elle pas prendre en compte tous les héritages ?), lorsque l'on met en balance la lourde part européenne que les Africains sont sommés de s'approprier et la part africaine, évoquée

de manière bien fantomatique, qui viendrait simplement combler les vides existentiels des Européens ?

- 9 Mais il y a plus grave. Lorsqu'est abordé le « drame de l'Afrique », le discours brosse en effet le tableau d'une Afrique hors de l'histoire, figée dans une essence éternelle et un ordre immuable, sans accès à l'aventure humaine et à l'idée de progrès, reprenant presque intégralement les élucubrations hégéliennes : « L'Afrique, aussi loin que remonte l'histoire, est restée fermée, sans lien avec le reste du monde ; c'est le pays de l'or, replié sur lui-même, le pays de l'enfance, qui, au-delà du jour de l'histoire consciente, est enveloppé dans la couleur noire de la nuit »⁸. Certes le Président se réfère-t-il à Senghor, tout en s'entourant avec affectation de réminiscences baudelairiennes, lorsqu'il évoque ces « *forêts de symboles* », et ce temps premier où « *tout était signes et correspondances* », réminiscences voire même rimbaldiennes, lorsqu'il se place sous le signe des couleurs et des masques... Nous sommes en fait devant une réactivation de certains vieux schèmes interprétatifs, confrontés à un *revival* qui rend bien vains tous les efforts des ethnologues depuis plus d'un demi-siècle : l'armature intellectuelle ici mobilisée semble littéralement dater de la fin du XIXe siècle, telle qu'elle fut alors formalisée par l'ethnologie coloniale, puis par les « pontifes de l'ontologie africaine », expression empruntée à A. Mbembe⁹. La veine essentialiste du discours présidentiel est soulignée par la répétition systématique du substantif, contribuant à personnifier « l'Afrique », terme qui ne renvoie pourtant à aucune entité politique (mais peut-être à un territoire de la conquête ?), et effaçant au passage les hommes qui aujourd'hui l'incarnent, avec toute leur diversité... Une telle posture va, de fait, complètement à l'encontre des conceptions récentes de l'identité, aujourd'hui largement acceptées par la plupart des spécialistes : celle-ci n'est plus considérée comme un donné intangible, mais comme un construit social, variant en fonction des contextes, et des circonstances que les individus traversent ; elle surgit au long de processus où se jouent l'interaction de soi avec les autres (appartenances, catégorisations, exclusions...), établissant entre les groupes des frontières plus ou moins actives et plus ou moins perméables¹⁰. Et il se trouve que ces avancées théoriques ont été au premier chef l'apport de chercheurs africanistes, à propos des réalités africaines...¹¹

- 10 Ainsi est idéalement profilée, selon les termes d'A. Mbembe, une « Afrique rurale, féérique et fantôme, mi-bucolique et mi-cauchemardesque, peuplée de paysans, faite d'une communauté de souffrants qui n'ont rien en commun sauf leur commune position à la lisière de l'histoire, prostrés qu'ils sont dans un hors-monde - celui des sorciers et des griots, des êtres fabuleux qui gardent les fontaines, chantent dans les rivières et se cachent dans les arbres, des morts du village et des ancêtres dont on entend les voix... ». Pas besoin d'insister pour comprendre qu'on est là en plein évolutionnisme social, cet évolutionnisme pourtant déjà battu en brèche par Claude Lévi-Strauss dès le début des années cinquante, lorsqu'il stigmatisait la tendance à ordonner les civilisations le long d'une échelle d'évolution pour mieux les hiérarchiser (au sommet de l'échelle se trouvant, bien entendu, celle de l'observateur occidental...), et lorsqu'il s'élevait contre la conception sartrienne de « sociétés sans histoire » : « En vérité, il n'existe pas de peuple enfant. Tous sont adultes, même ceux qui n'ont pas tenu le journal de leur enfance et de leur adolescence »¹². Un tel type de discours confirme *de facto* la « suprématie » de l'Europe, qui représente *a contrario* « l'appel de la liberté, de

l'émancipation et de la justice (...), l'appel à la raison et à la conscience universelles », à l'inverse d'une Afrique poursuivant des rêves « immobiles ».

- 11 Aussi, lorsqu'est abordé le problème des relations à venir de la France et des pays africains est-il difficile de suivre Nicolas Sarkozy dans sa déclaration de non ingérence : certes il ne s'agit, comme il est affirmé à plusieurs reprises, que de propositions que la France adresse aux jeunes d'Afrique. Certes il en appelle à une Renaissance africaine, s'élevant contre le mythe qui empêche de regarder en face la réalité de l'Afrique, faite de déséquilibre démographique, de famine, de mal développement, de gaspillage, quand ce n'est pas de corruption... Mais ces propositions achoppent devant la contradiction insoluble à laquelle son propos ne peut échapper : comment concilier l'apologie de l'aventure individuelle – l'un des moments forts du discours –, qui ne peut passer, pour beaucoup, que par le départ et l'exil (ainsi reconnaît-il que la jeunesse africaine « ne doit pas être la seule jeunesse du monde assignée à résidence ») et la réalité d'une Europe fermée à double tour, contre laquelle se fracassent ou chavirent les frêles esquifs des migrants, quand ce n'est pas leurs corps qui se déchirent sur les barbelés des enclaves ? Certes pourra-t-on doctement ajouter que « les talents développés doivent être mis au service de la terre africaine », et qu'il ne saurait être question de « piller les élites ». Sans aller dire, comme Jean-François Bayard, que, « tenus à quelques kilomètres des plages d'où ces pionniers des temps modernes prennent la mer, forts de leur histoire mais au péril de leur vie du fait des législations malthusiennes et objectivement criminelles de l' "Europe forteresse", les propos régressifs du président de la République ont eu quelque chose d'abject »¹³, il est permis de reprendre sa formule qui fleure bon l'ancien temps colonial : « Y'a pas rupture, patron ! » et de regretter qu'une belle occasion de redéfinir le rapport de la France à ses anciennes colonies ait été perdue.
- 12 Car le temps presse. L'image de la France en Afrique est ternie par ses ambiguïtés lors du génocide rwandais et par sa politique migratoire agressivement proclamée, aujourd'hui symbolisée par les tests ADN (la France n'est évidemment pas la seule à les prévoir, mais elle semble renoncer en la matière à son exception républicaine...) ; les Chinois et les Américains arrivent en force sur le terrain économique (alors même que les universitaires africains s'installent désormais aux USA, faute de pouvoir le faire en France...). Malgré une certaine méfiance, du fait de ses déclarations lors de la crise des banlieues et des brutalités policières exercées alors qu'il était Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy était toutefois attendu avec un certain intérêt. Durant la campagne présidentielle, il avait semblé tenir un langage de vérité, déclarant en particulier vouloir en finir avec la « Françafrique »... Il est peu de dire qu'il a sur ce point largement déçu. S'insurgeant contre le mythe de l'Afrique mais en construisant un nouveau pour les besoins de sa cause, appuyant son discours sur une Afrique qui n'existe pas, il a semblé s'inscrire dans une longue tradition d'arrogance et de monologue français (dans laquelle vient de s'inscrire la récente affaire de l'Arche de Zoé qu'il a certainement, par ses trajets aériens effectués pour sa gloire personnelle et ses déclarations intempestives, contribué à aggraver...), faisant fi des décennies de recherches des spécialistes du domaine (en particulier français, donc rétribués et aidés par les fonds publics !). On est là dans la récurrence du « discours du bien pour l'autre », qui fut l'un des fondements de l'entreprise coloniale, à laquelle n'échappa pas d'ailleurs complètement la médecine vouée aux territoires conquis. Et, comme le fait remarquer A. Mbembe, « dans tous les rapports où l'une des parties n'est pas assez libre ni égale, le viol souvent commence par le langage ». De tels propos ne font

qu'alimenter tous les discours de rétorsion, que ce soit ceux des « procureurs » instruisant à charge le procès de la colonisation menée par la France¹⁴, ou de sa simple présence aujourd'hui en Afrique, comme si elle était à l'origine de tous les maux du continent, ou ceux des essentialistes de l'autre bord, volontiers bercés par le chant des sirènes afrocentristes¹⁵...

- 13 La France a pourtant tissé des liens séculaires avec les pays africains, dont est issu un profond rapport intellectuel, moral et culturel ; elle dispose avec certains d'entre eux d'une même langue, vecteur de connivence et de communication immédiate... Lorsqu'il y a ainsi toute une histoire en commun, et un même héritage, on aurait certainement apprécié que, dans un discours qui se voulait fondateur, puisse se manifester, bien loin de toute « repentance », une symbolique essentielle, celle de la reconnaissance d'une injustice première que l'on a commise (de surcroît en contradiction flagrante avec les valeurs fondamentales de la République..), sans donner le sentiment de tourner la page sans frais et de renvoyer dos à dos colonisés et colonisateurs¹⁶. Ainsi aurait-on pu contribuer à sortir la France de son image figée de puissance coloniale, et à en finir avec la guerre éternelle des mémoires, au profit d'un récit enfin partagé.

BIBLIOGRAPHIE

On peut lire l'intégralité du discours de Dakar du 26 juillet 2007 sur le site de l'Elysée : http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/2007/juillet/allocution_a_l_universite_de_dakar.79184.html

NOTES

1. Le comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire a été fondé par l'historien de l'immigration Gérard Noiriel.
2. Achille Mbembe, texte publié le 1^{er} août 2007 sur le site de la Ligue des droits de l'homme de Toulon
www.ldh-toulon.net/spip.php?rubrique131 repris du site : www.icicemac.com
3. Aimé Césaire, *Cahier d'un retour au pays natal*, Présence Africaine, édition de 1983 (1^{ère} édition, 1939), p. 39.
4. Ibidem, p. 38.
5. L'adoption, le 10 mai 2001, de la loi, dite Taubira, appréciant la Traite atlantique et l'esclavage colonial comme crime contre l'humanité, en est une parfaite illustration : c'est la première loi de ce type au monde, concernant l'attitude de l'ensemble de l'Occident face à ses propres crimes (ce qui ne préjuge pas de ce qui a pu se passer ailleurs, avec d'autres acteurs) et constituant une *catharsis* évidente pour une personne morale, en l'occurrence nationale (la France), seule entité à même d'endosser, *en ce qui la concerne*, une responsabilité pour ce qui s'est passé il y a plus d'un siècle et demi...
6. On pourra se reporter sur ce point à Gilles Manceron, *Marianne et les colonies*, Paris, La Découverte, 2003.

7. Il convient de relire à ce propos l'ouvrage d'Albert Memmi, *Portait du colonisé précédé du portrait du colonisateur*, Folio, 2002 (1^{ère} édition 1957).
8. Hegel, *Leçon sur la philosophie de l'histoire* (1822-1823, publié à titre posthume), Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1987. Voir aussi *La raison dans l'histoire*, Poche, coll. 10/18, 2003.
9. Sur le lien intellectuel entre l'ethnologue allemand Leo Frobenius et l'historien africain Cheikh Anta Diop, et sur l'influence que Leo Frobenius a exercé sur L. S. Senghor, on pourra se reporter à François-Xavier Fauvelle, *L'Afrique de Cheikh Anta Diop. Histoire et idéologie*. Paris, Karthala, 1997.
10. Se reporter par exemple au texte fondateur de F. Barth, *Ethnic groups and boundaries*, Londres, Allen and Unwin, 1969, traduction française dans Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, PUF, 1995.
11. Elikia M'Bokolo et Jean-Loup Amselle, *Au cœur de l'ethnie*, Paris, Maspero, 1985.
12. Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire*, Gallimard, collection Folio, 1987 (1^{ère} édition 1952).
13. Jean-François Bayard, article publié le 8 août 2007 dans le quotidien camerounais *Le Messager*.
14. On pourra en trouver une illustration dans l'ouvrage d'Olivier Le Cour Grandmaison, *Coloniser, exterminer*, Paris, Fayard, 2005, dont on pourra lire la critique historienne, très pénétrante, de Gilbert Meynier et Pierre Vidal-Naquet sur le site de la revue en ligne *Etudes coloniales* : etudescoloniales.canalblog.com/archives/2006/05/10/2311101.html : « Coloniser, exterminer : de vérités bonnes à dire à l'art de la simplification idéologique ».
15. François-Xavier Fauvelle-Aymar, Jean-Pierre Chrétien et Claude-Hélène Perrot, *Afrocentrismes. L'histoire des Africains entre Egypte et Amérique*, Paris, Karthala, 2000.
16. Le récent voyage de Nicolas Sarkozy en Algérie a fourni une nouvelle illustration de cette impuissance (ou de ce refus) d'aller au-delà d'une simple condamnation de la colonisation et de reconnaître les torts passés d'une entité nationale qui est toujours là, et que l'on représente.